

# Note de lecture

Serge Latouche, « Décoloniser l'imaginaire », Parangon, Paris, 2003.

Par Jean-François Collin

**D***écoloniser l'imaginaire*, le dernier ouvrage publié par Serge Latouche, reprend la quasi-totalité des idées qu'il a pu développer dans ses écrits précédents.

Si la dénonciation de la mondialisation, de la marchandisation du monde et de notre système économique et social occupe une large place dans cet ouvrage, ce n'est pourtant pas là que réside son intérêt ni son originalité. Cette dénonciation est à vrai dire assez commune, même si les mots utilisés sont parfois propres à Serge Latouche : l'homme est dominé par une « mégamachine » qui n'est autre que l'organisation sociale issue de génie humain lui-même. Cette organisation sociale, à l'heure de la mondialisation, est caractérisée par le pouvoir des firmes transnationales, l'affaiblissement des régulations étatiques, l'effondrement de la planification à l'Est et la mainmise de la finance sur l'économie. Elle entraîne inégalités, misère et destruction de l'environnement, en même temps qu'un asservissement de toutes les relations humaines au marché. Rien de renversant, donc, dans ce constat fait par tous les mouvements alter mondialistes de la planète et une bonne partie de la gauche plus « classique ».

Pourtant, Serge Latouche ne se reconnaît pas dans ces mouvements ; il s'en distingue au contraire de la façon la plus nette qui soit : « Il y a d'un côté ceux qui militent pour un problématique « autre développement » (ou une encore plus problématique autre mondialisation) et ceux qui comme nous veulent sortir du développement et de l'économisme » est-il écrit dans le manifeste du réseau pour l'après développement (ARD) qui constitue le chapitre introductif de l'ouvrage. Il s'en prend « aux développements à particule : développement endogène, participatif, local, équitable et même durable » qui sont autant de tentatives désespérées faites pour sauver le « développement réellement existant » du naufrage.

Latouche oppose aux développements à particule l'objectif d'une société de décroissance indispensable non seulement pour préserver l'environnement, mais aussi pour préserver l'homme de la banalité du mal de l'économisme.

Il donne malheureusement peu d'indications sur ce que serait une telle société de décroissance et celles qu'il donne sont des indications « en creux », des indices de ce qu'elle ne serait pas : la décroissance n'est pas la croissance négative qui serait encore une définition dépendante du modèle précédent, celui de la croissance ; ce n'est pas le refus de la science et la technologie mais la revendication d'un droit d'inventaire sur leurs découvertes et leurs applications. Ce serait enfin, une société se fixant pour objectif de permettre à chacun d'assurer sa survie localement. Serge Latouche n'a pas de meilleure façon de nous faire sentir ce que serait une société de décroissance que de multiplier les références aux sociétés vernaculaires, aux sociétés dites primitives d'Afrique, lesquelles sont parées de beaucoup de vertus, peut-être trop. « Dans plusieurs sociétés africaines, le mot même de développement n'existe pas. Le développement a détruit les formes économiques antérieures qui organisaient le lien social et déterminaient les rapports à la nature assurant une reproduction durable des sociétés concernées. Celles-ci avaient trouvé un mode de fonctionnement écologiquement et socialement viable ». Une autre référence revient souvent, c'est la référence au moyen âge. Celle-ci n'est pas fortuite, en effet, c'est en tournant les yeux vers le moyen âge que l'auteur cherche à comprendre le développement et les succès du modèle de capitalisme du xx<sup>e</sup> siècle. L'économie, et son avatar l'économisme, sont à ses yeux les produits directs de la Renaissance et de la philosophie des Lumières, « du projet de construire les sociétés humaines sur la seule base de la raison, en répudiant la tradition et la transcendance, c'est à dire la révélation religieuse. Or, même si les dieux n'existent pas, les civilisations ont besoin de préjugés pour fonctionner. Le xviii<sup>e</sup> siècle a balayé la tradition, laissant le monde désenchanté, un vide dans les cœurs. » Et Serge Latouche de dire que s'il est athée il ne s'en trouve pas moins traversé par une sorte de foi qui lui paraît indispensable à l'équilibre du monde. Cette nostalgie religieuse d'un intellectuel se définissant par ailleurs comme athée, rejoint une position intellectuelle bien ancrée en France qui considère que la religion est indispensable au gouvernement du peuple même si elle peut être passée au crible de la raison par les intellectuels.

Si la pensée de Serge Latouche débouche sur ce besoin de transcendance, c'est que pour lui le noyau du développement est composé des « significations imaginaires sociales occidentales » avant d'être une

réalité économique. Avec cette expression empruntée à Castoriadis, il désigne « ces valeurs que sont le progrès, l'universalisme, la maîtrise de la nature, la rationalité quantifiante... » Si le développement et la « mégamachine » qu'il a engendrée sont des totalitarismes pires que le fascisme puisqu'ils bénéficient de l'adhésion réelle et sans réserve du peuple, nous ne pourrions en sortir qu'en abandonnant ces valeurs, qu'en décolonisant nos esprits.

Comment parvenir à cette révolution intellectuelle ?

Latouche ne croit guère à la possibilité de créer un nouvel imaginaire par la délibération collective démocratique : « J'ai toujours manifesté une certaine réserve par rapport aux revendications démocratiques... La démocratie est marquée par l'histoire de l'occident » et de ce fait elle est trop souvent assimilée au parlementarisme et aux libertés individuelles formelles qui ne libèrent pas les individus des sujétions du développement. La démocratie ne peut fonctionner qu'au niveau local ; Platon considérait que la cité idéale devait compter 5040 citoyens, Serge Latouche pense que c'est déjà trop et que la véritable démocratie n'existe qu'à l'échelle de l'immeuble ou du quartier.

Difficile dans ces conditions d'engager un dialogue planétaire.

Les prémisses du changement nécessaire, Latouche les voit dans les innovations alternatives, systèmes d'échanges locaux, coopératives qui l'intéressent surtout en ce qu'ils représentent un témoignage de résistance au système dominant.

Au fond, s'il trouve une raison de rester optimiste sur la possibilité de changer nos mentalités pour entrer dans la société de décroissance, c'est surtout parce que « le système engendra de plus en plus de catastrophes qui contribueront à changer les représentations. » Cela mériterait d'ailleurs d'être confirmé, et il n'est pas certain que la succession de tempêtes, marées noires, canicule et autres crises de la vache folle avaient rendu nos sociétés beaucoup plus critiques sur le développement. On peut en douter en observant le débat public en France et en Europe qui porte actuellement principalement sur les moyens les plus appropriés à la relance la croissance économique et non sur l'élaboration d'un modèle alternatif.

Finalement Serge Latouche nous laisse sur notre faim. Après N. Georgescu-Roegen, Polanyi et bien d'autres, il pose la question de la place des rapports économiques dans la vie sociale et des limites du développement dans une planète finie.

La perspective d'une société de décroissance est séduisante face aux impasses sociale, humaine et environnementale du capitalisme

mondialisé. Mais il reste à traduire cette perspective dans des termes qui ne soient pas seulement ceux de l'impossible retour à des sociétés vernaculaires, du refuge dans une religiosité sans dieu ou du catastrophisme accoucheur du monde nouveau.

L'utilité de Serge Latouche est de démystifier le discours, devenu dominant, sur le développement durable dont la principale utilité est d'éviter la mise en œuvre de toute politique réelle de protection de l'environnement et d'étouffer l'émergence d'une réflexion sur un modèle véritablement différent d'organisation économique. Mais il reste à passer du souhait d'une révolution intellectuelle à l'élaboration d'une pensée laïque de la décroissance et des moyens de la transformation démocratique de nos sociétés pour avancer dans cette voie.